

Contacts : +243843135085 / +1(514)970-8392

MOUVEMENT SOCIAL POUR LE CHANGEMENT DE LA CLASSE POLITIQUE EN R.D. CONGO

Mccp-Mouvement / www.changecongo.org / www.changecongordc.org

Organiser l'action civile pour transformer le champ politique en R.D. Congo

Kinshasa, le 10 mai 2023

APPEL A L'UNION DES FORCES VIVES DU CHANGEMENT POUR CRÉER GRACE AUX ÉLECTIONS DE 2023 LES CONDITIONS D'UN CHOC SYSTÉMIQUE EN R.D. CONGO

INTRODUCTION

Le MCCP a publié en date du 15 septembre 2022 « l'appel à l'union des forces vives congolaises pour changer la classe politique aux prochaines élections générales (2023) ». Ce deuxième appel vient marteler le premier message et proposer des actions concrètes que ces acteurs devraient entreprendre pour ne pas manquer ce rendez-vous avec l'histoire.

POURQUOI L'URGENCE D'UN CHOC SYSTÉMIQUE AU CONGO?

La RDC se trouve actuellement piégée dans une trajectoire institutionnelle inefficace, construite à travers le temps par effet cumulatif des institutions et pratiques de mal gouvernance mis en œuvre par ses élites politiques successives, qui s'auto-renforce dans la production d'un système d'opportunités et de contraintes qui obligent ses acteurs à sélectionner majoritairement des comportements de promotion de leurs intérêts personnels au détriment de l'intérêt général. Pour pérenniser leurs privilèges, ces acteurs travaillent ardemment à maintenir ce système. En parallèle, une grande partie des élites en dehors de ce système de prédation recherchent par tous les moyens à s'y intégrer.

Une manifestation palpable de cette trajectoire institutionnelle inefficace, qui en est aussi la conséquence, est la faillite totale de l'État et de son autorité. Cette faillite s'aggrave en outre chaque jour comme produit à la fois des actions du pillage systématique de l'État par ses acteurs, mais aussi de leurs actions délibérées de son sabotage pour continuer leurs pillages.

Plusieurs illustrations témoignent de cette faillite totale de l'État et de son autorité, sauf lorsqu'il s'agit pour les acteurs étatiques d'extraire des avantages divers sur le dos des citoyens (individuels et corporatifs), et des déficiences qui en résultent en matière de promotion de l'intérêt général. Parmi ces illustrations, l'on peut questionner trois réalités courantes. Comment est-il possible que Kinshasa, la capitale du pays et siège de toutes les institutions publiques centrales, soit une ville chaque jour davantage plus sale, dont 90% des routes urbaines sont impraticables et où règne un chaos indescriptible dans la circulation routière, sans que les autorités s'en émeuvent outre mesure?

Comment aussi comprendre que des détournements (petits et grands) des biens publics identifiés dans des enquêtes de l'Inspection Générale des Finances ou autres ne subissent que rarement des

sanctions (administratives, politiques ou judiciaires), la plupart étant même réhabilités dès lors qu'ils font allégeance au pouvoir en place?

Enfin, comment expliquer, dans un pays dont le budget est famélique (en théorie 16 milliards USD en 2023), que le Premier Ministre trouve normal de signer le 28 avril 2023 un ordre de mission envoyant du 1er au 07 mai huit ministres, en plus du Vice-Premier Ministre en charge de l'économie, dans le Grand Katanga et le Grand Kasaï pour aller « s'imprégner de la situation de hausse des prix de la farine de maïs » sur les marchés locaux, avec escales en Zambie et en Afrique du Sud? Qu'est-ce que cela renseigne sur l'efficacité et l'efficience de la gouvernance publique, au-delà de la faillite de l'État et de son autorité?

Qu'en est-il par ailleurs des comportements au sein de la population en générale et de la société civile organisée? A cette question, l'adage qui veut qu'un peuple n'ait que des dirigeants qu'il mérite pourrait être la meilleure réponse. En effet, le système institutionnalisé aura également imposé à plusieurs au sein de la population et la société civile les comportements décriés chez les politiciens : prédation, inconsistance, médiocrité. La croyance répandue au sein de la population selon laquelle « celui qui suit la loi est l'idiot » indique bien comment ce système a réussi à contraindre des simples citoyens à se comporter ainsi, chacun dans sa parcelle de pouvoir, envers ses concitoyens et les institutions de l'État. D'où la légendaire « capacité d'adaptation » des congolais face à la misère et la difficulté de mobilisation collective dans des actions revendicatives pour défendre l'intérêt général vis-à-vis des gouvernants. Ce faisant, les populations et la société civile congolaise sont devenues également des acteurs, passifs ou actifs, de reproduction de ce système.

Les acteurs opérant dans le système de prédation en vigueur au Congo sont tous des prisonniers, contraints par celui-ci à adopter les comportements qui s'y conforment. En tant que tel, ils ne peuvent pas le changer eux-mêmes mais plutôt chercher à le perpétuer dans la mesure où leurs intérêts individuels sont bien servis. La transformation de l'Union Sacrée de la Nation, l'actuel majorité parlementaire au pouvoir, en plateforme électorale participe de cette logique. Car, comment espérer qu'une plateforme politique de 400 partis politiques, créés pour leur grande majorité à dessein dans le processus de cet événement par des élites qui militent pour entrer dans le système de prédation, soit celle qui changera ce dernier s'il est reconduit à l'issue des élections de 2023?

Changer le système de prédation au Congo requiert de lui administrer un choc systémique qui soit capable de « court-circuiter » les mécanismes importants qui le maintiennent en place et redémarrer de nouveaux processus sur le plan social, économique, politico-institutionnel, juridico-judiciaire, etc. Les élections générales prévues en 2023 offre à la nation et au peuple congolais l'opportunité de sélectionner des acteurs capables de CHOQUER CE SYSTÈME POUR REDEMARRER LE CONGO.

L'UNION DE TOUS DERRIÈRE DR. MUKWEGE POUR UN MANDAT UNIQUE D'APPLICATION DU CHOC SYSTÉMIQUE

Le premier appel à l'union du MCCP avait déjà présenter l'alternative du rassemblement des autres partis politiques de l'opposition derrière la candidature du Dr. Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix, avec pour mission lui confiée de recréer durant un mandat unique les conditions d'une saine compétition politique et remettre ensuite le pays aux politiciens et à la société civile pour poursuivre l'œuvre de son développement intégral. L'urgence de créer un choc systémique en imposant des

réformes courageuses et idoines, voir impopulaires, plaide désormais en faveur de cette alternative comme l'unique que les forces vives du changement devraient œuvrer à mettre en œuvre.

Le Dr. Mukwege est une des rares personnalités majeures du Congo qui ne fait pas partie du système de prédation en vigueur et n'y a jamais fait partie à l'instar de la plupart d'acteurs majeurs de l'opposition politique actuelle qui, de ce fait, sont susceptibles d'être avalés par ce dernier. En effet, comme l'on peut s'en rendre compte avec le cas du pouvoir actuel, le système est toujours plus fort que les individus. Pour le combattre, l'acteur principal en la personne du chef de l'État doit disposer des ressources intrinsèques (morales, intellectuelles, crédibilités) suffisantes permettant de croire qu'il aura beaucoup à perdre à titre d'honneur personnel s'il reproduisait les pratiques du système. Le Dr. Mukwege répond sans aucun doute à ce critère majeur.

Les partis politiques majeurs sollicités à se coaliser derrière la candidature du Dr. Mukwege sont ceux repris dans le premier appel à l'union, à savoir Ensemble pour la République de Moïse Katumbi, ECIDE de Martin Fayulu, PPRD de Joseph Kabila. D'autres partis de l'opposition, de moyenne envergure, sont également les bienvenus dans cette coalition : LGD de Matata Ponyo, Envol de Sessanga, etc. L'argument de porter le Dr. Mukwege à présider Congo durant un mandat unique afin d'appliquer urgemment le choc systémique nécessaire pour réorienter, dans une direction efficiente et positive, la trajectoire institutionnelle du Congo après les élections devrait suffire à convaincre non seulement ces partis politiques, mais aussi les électeurs congolais à lui accorder ce mandat présidentiel et une large majorité parlementaire aux partis de la coalition qui le soutient. Pour ce faire, le cahier de charge de ce choc systémique à exécuter durant le mandat unique de Dr Mukwege devra être défini par les membres de cette coalition, clairement expliqué aux populations congolaises et constituer le message principal de campagne électorale pour les scrutins présidentiel et les législatifs (national, provinciaux et locaux). Car, bien qu'elles soient elles aussi sous le joug des contraintes du système de prédation, les populations congolaises expriment constamment une grande soif de changement. Il est donc à parier qu'elles accorderont à la coalition électorale autour du Dr. Mukwege de larges victoires à ces différents scrutins.

L'intérêt de garantir que le Dr. Mukwege ne fera qu'un mandat est double. D'un côté, il s'agit de rassurer les opposants qui se sont déclarés candidats aux élections présidentielles pour qu'ils se désistent en sa faveur pour un mandat de transition. D'un autre côté, l'absence d'ambition de faire un second mandat créera un engagement fort du président élu à appliquer durant son seul mandat les réformes essentielles requises pour réaliser le choc systémique.

Enfin, il faut ici relever que l'engagement personnel du Dr. Mukwege dans ce processus découle de la responsabilité qu'impose l'histoire à toutes les personnalités importantes à des moments où leurs sociétés court un péril existentiel de prendre part, aussi fortement que possible, à la construction des alternatives crédibles. Car s'il ne le fait, l'histoire le jugera sévèrement. L'appel lui adressé d'œuvrer à la constitution d'une coalition électorale n'est guère une faveur, mais une démarche visant à le mettre devant ses responsabilités historiques.

LA STRATÉGIE ÉLECTORALE POUR DOTER MUKWEGE D'UNE MAJORITÉ PARLEMENTAIRE QUI VA CHOQUER LE SYSTÈME DE PRÉDATION

Pour accorder au futur Président de la République Dr. Mukwege une large majorité parlementaire au niveau national, provincial et local, il suffira d'appliquer le contenu du document « Stratégie

électorale de renouvellement du personnel politique dans les assemblées (nationale, provinciales et locales) » (à télécharger sur www.changecongorcd.org) distribué aux partis politiques congolais dans le cadre de l'activité du MCCP intitulée « Sélection des futurs candidats : campagne de sensibilisation des partis politiques » réalisée à Kinshasa du 1er au 7 mai courant. Cette stratégie propose le processus qui permettra de doter le pays d'une majorité des élus de qualité grâce à la méthode innovante de sélection des candidats. De ce fait, ils seront disposés à appuyer l'exécution du choc systémique par le Président Dr. Mukwege.

En complément à la stratégie défini dans ce document, les partis de la coalition du Dr. Mukwege devrait également appliquer l'une des recommandations formulées dans le premier appel à l'union consistant à définir une stratégie commune pour ce qui est des élections législatives (nationale, provinciales et locales). A ce titre, ils devraient convenir de ne pas se faire compétition, chaque parti se concentrant là où son candidat a le plus de chance de l'emporter dans le cadre d'un partage des circonscriptions électorales. Dans ces conditions, ces partis feront campagne ensemble dans une circonscription pour faire élire le candidat du parti à qui celle-ci aura été confiée.

VERS UN AUTRE « GENVAL » OU « GENEVE » POUR CRÉER LA COALITION DR. MUKWEGE

Le premier appel à l'union confiait aux personnalités morales congolaises importantes la tâche d'assurer la coordination pour faciliter la coopération entre les acteurs politiques d'intérêt dans le processus de constitution d'une coalition électorale. Cette demande est ici renouvelée et élargie cette fois-ci aux personnalités étrangères de bonne foi et aux institutions internationales.

Certains signaux de rapprochement sont déjà perceptibles entre différentes personnalités des partis politiques précités avec le Dr. Mukwege. Tel est le cas d'un communiqué commun critique des actions du gouvernement actuel signé par Dr Mukwege, Martin Fayulu et Matata Ponyo (2022). Il y a également la rencontre des opposants à Lubumbashi en avril 2023 ayant réuni Moïse Katumbi, Martin Fayulu, Matata Ponyo et Delly Sessanga. Toutefois, rien n'indique encore une réelle démarche vers une coalition électorale autour de l'un ou l'autre de ces personnalités.

Vu l'urgence, il est important que des forces extérieures à ce groupe interviennent pour accélérer le processus de constitution de la coalition autour du Dr. Mukwege. Des cadres de discussion entre des acteurs ciblés, comme ceux qui ont eu lieu à Genval et à Genève dans le cadre du processus électoral de 2016-2018, devraient être promus en leur faveur. Le MCCP travaillera avec des acteurs congolais ou internationaux à la concrétisation de ces cadres, à l'intérieur ou à l'extérieur du Congo.

LE CAHIER DE CHARGES POUR UN CHOC SYSTÉMIQUE QUI REDEMARRERA LE CONGO

La définition d'un cahier de charges pour un choc systémique qui va « courci rcuiter » les mécanismes qui imposent la sélection des comportements contraires à l'intérêt général aux élites et à plusieurs des citoyens congolais lambda partira de l'observation des manifestations visibles de la faillite de l'État et de son autorité dans la promotion de l'intérêt général dans différents domaines de la vie nationale et des citoyens, de l'anomie ambiante, du détournement de l'autorité de l'État par ses acteurs, des règles et pratiques instituées pour empêcher la démocratie de fonctionner

correctement, des pratiques anormales de vie courante largement tolérées au Congo mais qui ne peuvent avoir cours dans des pays voisins, etc.

Le choc systémique consistera à remettre la pendule à l'heure par rapport à ces différents aspects en édictant et imposant des règles, interdictions et sanctions exemplaires qui font sentir le retour de l'autorité de l'État là où il le faut, en réhabilitant les bonnes pratiques pour un meilleur fonctionnement de la démocratie et des institutions étatiques, en restaurant l'efficacité et l'efficience dans la gouvernance publique, en intervenant adéquatement dans la promotion de l'intérêt général dans différents domaines de la vie des citoyens au quotidien, etc.

La définition en détail des contenus et des mécanismes de mise en œuvre de différentes composantes du choc systémique pour redémarrer le Congo fera appel à toutes les expertises nécessaires, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

CONCLUSION

Le présent appel à l'union de tous derrière la candidature du Dr. Mukwege mérite d'être entendu pour donner la chance à la nation et au peuple congolais de briser les contraintes systémiques qui leur impose une misère criante dans un pays scandaleusement riche. Le MCCP va œuvrer à l'obtention des résultats escomptés.

Fait à Kinshasa, le 10 mai 2023

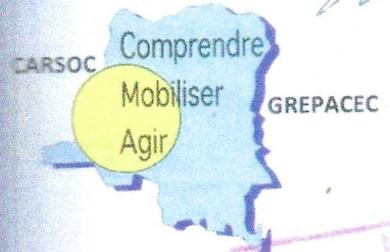
Billy MWANGAZA KATYA V.

Directeur MCCP-Mouvement

ECIDE RDC
Resu Co 12/05/2023
à 13h15
strategie NDIKUNGO

7 ENVOI RDC
Recu, le 12.05.
à 13h09
319 Jany
DIMITS

Contacts : +243843135085 / +1(514)970-8392



MOUVEMENT SOCIAL POUR LE CHANGEMENT DE LA CLASSE POLITIQUE EN R.D. CONGO

Mccp-Mouvement / www.changecongo.org/ www.changecongordc.org

Organiser l'action civile pour transformer le champ politique en R.D. Congo

LEADERSHIP ET RESPONSABILITE POUR
LES LEADERS POLITIQUES
RECUEIL DE DESCRIPTION
12/05/2023
14h40

Kinshasa, le 10 mai 2023

ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE
RECUEIL
12/05/2023
ENREG SOUS N° 122
SIGNATURE

APPEL A L'UNION DES FORCES VIVES DU CHANGEMENT POUR CRÉER GRACE AUX ÉLECTIONS DE 2023 LES CONDITIONS D'UN CHOC SYSTÉMIQUE EN R.D. CONGO

INTRODUCTION

Le MCCP a publié en date du 15 septembre 2022 « l'appel à l'union des forces vives congolaises pour changer la classe politique aux prochaines élections générales (2023) ». Ce deuxième appel vient marteler le premier message et proposer des actions concrètes que ces acteurs devraient entreprendre pour ne pas manquer ce rendez-vous avec l'histoire.

POURQUOI L'URGENCE D'UN CHOC SYSTÉMIQUE AU CONGO?

La RDC se trouve actuellement piégée dans une trajectoire institutionnelle inefficace, construite à travers le temps par effet cumulatif des institutions et pratiques de mal gouvernance mis en œuvre par ses élites politiques successives, qui s'auto-renforce dans la production d'un système d'opportunités et de contraintes qui obligent ses acteurs à sélectionner majoritairement des comportements de promotion de leurs intérêts personnels au détriment de l'intérêt général. Pour pérenniser leurs privilèges, ces acteurs travaillent ardemment à maintenir ce système. En parallèle, une grande partie des élites en dehors de ce système de prédation recherchent par tous les moyens à s'y intégrer.

Une manifestation palpable de cette trajectoire institutionnelle inefficace, qui en est aussi la conséquence, est la faillite totale de l'État et de son autorité. Cette faillite s'aggrave en outre chaque jour comme produit à la fois des actions du pillage systématique de l'État par ses acteurs, mais aussi de leurs actions délibérées de son sabotage pour continuer leurs pillages.

Plusieurs illustrations témoignent de cette faillite totale de l'État et de son autorité, sauf lorsqu'il s'agit pour les acteurs étatiques d'extraire des avantages divers sur le dos des citoyens (individuels et corporatifs), et des déficiences qui en résultent en matière de promotion de l'intérêt général. Parmi ces illustrations, l'on peut questionner trois réalités courantes. Comment est-il possible que Kinshasa, la capitale du pays et siège de toutes les institutions publiques centrales, soit une ville chaque jour davantage plus sale, dont 90% des routes urbaines sont impraticables et où règne un chaos indescriptible dans la circulation routière, sans que les autorités s'en émeuvent outre mesure?

Comment aussi comprendre que des détournements (petits et grands) des biens publics identifiés dans des enquêtes de l'Inspection Générale des Finances ou autres ne subissent que rarement des

13h5

4

H. PANBI
Bien reçu

Contacts : +243843135085 / +1(514)970-8392

MOUVEMENT SOCIAL POUR LE CHANGEMENT DE LA CLASSE
POLITIQUE EN R.D. CONGO

Mccp-Mouvement / www.changecongo.org/ www.changecongordc.org

Organiser l'action civile pour transformer le champ politique en R.D. Congo



Kinshasa, le 10 mai 2023

**APPEL A L'UNION DES FORCES VIVES DU CHANGEMENT POUR CRÉER GRACE AUX
ÉLECTIONS DE 2023 LES CONDITIONS D'UN CHOC SYSTÉMIQUE EN R.D. CONGO**

INTRODUCTION

Le MCCC a publié en date du 15 septembre 2022 « l'appel à l'union des forces vives congolaises pour changer la classe politique aux prochaines élections générales (2023) ». Ce deuxième appel vient marteler le premier message et proposer des actions concrètes que ces acteurs devraient entreprendre pour ne pas manquer ce rendez-vous avec l'histoire.

POURQUOI L'URGENCE D'UN CHOC SYSTÉMIQUE AU CONGO?

La RDC se trouve actuellement piégée dans une trajectoire institutionnelle inefficace, construite à travers le temps par effet cumulatif des institutions et pratiques de mal gouvernance mis en œuvre par ses élites politiques successives, qui s'auto-renforce dans la production d'un système d'opportunités et de contraintes qui obligent ses acteurs à sélectionner majoritairement des comportements de promotion de leurs intérêts personnels au détriment de l'intérêt général. Pour pérenniser leurs privilèges, ces acteurs travaillent ardemment à maintenir ce système. En parallèle, une grande partie des élites en dehors de ce système de prédation recherchent par tous les moyens à s'y intégrer.

Une manifestation palpable de cette trajectoire institutionnelle inefficace, qui en est aussi la conséquence, est la faillite totale de l'État et de son autorité. Cette faillite s'aggrave en outre chaque jour comme produit à la fois des actions du pillage systématique de l'État par ses acteurs, mais aussi de leurs actions délibérées de son sabotage pour continuer leurs pillages.

Plusieurs illustrations témoignent de cette faillite totale de l'État et de son autorité, sauf lorsqu'il s'agit pour les acteurs étatiques d'extraire des avantages divers sur le dos des citoyens (individuels et corporatifs), et des déficiences qui en résultent en matière de promotion de l'intérêt général. Parmi ces illustrations, l'on peut questionner trois réalités courantes. Comment est-il possible que Kinshasa, la capitale du pays et siège de toutes les institutions publiques centrales, soit une ville chaque jour davantage plus sale, dont 90% des routes urbaines sont impraticables et où règne un chaos indescriptible dans la circulation routière, sans que les autorités s'en émeuvent outre mesure?

Comment aussi comprendre que des détournements (petits et grands) des biens publics identifiés dans des enquêtes de l'Inspection Générale des Finances ou autres ne subissent que rarement des

4



Projet MCCP

MOUVEMENT SOCIAL POUR LE CHANGEMENT DE LA CLASSE POLITIQUE EN R.D. CONGO

Organiser l'action civile pour transformer le champ politique en R.D. Congo

Kinshasa, le 15 septembre 2022

APPEL A L'UNION DES FORCES VIVES CONGOLAISES POUR CHANGER LA CLASSE POLITIQUE AUX PROCHAINES ELECTIONS GENERALES (2023)

A. MEDIOCRITE DE LA CLASSE POLITIQUE ET PERIL EXISTENTIEL DE L'ÉTAT CONGOLAIS

La République Démocratique du Congo se trouve à la croisée des chemins et court un péril existentiel s'il n'y a pas un changement radical dans la gouvernance étatique. La classe politique qui se succède à la tête du pays en est le seul responsable de par les caractéristiques de ses membres et leurs actions.

La médiocrité de la classe politique congolaise fait désormais consensus, surtout après la reproduction par un ancien opposant politique aux commandes de l'État des mêmes pratiques de gouvernance que le peuple a combattu avec lui avant son accession au pouvoir à la faveur des élections de 2018.

La persistance de la médiocrité dans le chef des acteurs politiques et leurs actions au sommet de l'État expose celui-ci à un péril existentiel en tant que nation et pays. Le comportement de la classe dirigeante telle une mafia au sommet de l'État se concrétise chaque jour par des faits répétitifs dénoncés par la population. Des jurisprudences qui bafouent les lois de la République, compromettant la construction d'un État de droit, sont devenues le mode de fonctionnement par excellence des institutions, dont principalement la Présidence et le Parlement. L'intégrité territoriale du pays est fortement menacée par des actions controversées des gouvernants en matière de gestion de la sécurité nationale. Les violations des droits civils et politiques des congolais, les manipulations du processus électoral pour se donner les moyens de conserver le pouvoir aux élections de 2023, les actes de népotisme et tribalisme se multiplient sans gêne, voir par défi. Etc.

Les congolais sont désormais de plus en plus nombreux à prendre conscience de la médiocrité de leur classe politique et du péril existentiel auquel celle-ci les expose, excepté ceux qui profitent du système ou vivent dans l'espoir d'en profiter. L'urgence s'impose d'activer des mécanismes pour généraliser cette prise de conscience, génératrice des dynamiques d'actions pour le changement.

B. RASSEMBLER DES ACTEURS POLITIQUES MAJEURS ACTUELS AUTOUR DE L'IDÉAL DU CHANGEMENT DE LA CLASSE POLITIQUE

L'idéal du changement de la classe politique congolaise à travers les prochaines élections ne constitue en rien une menace à l'ensemble de la classe politique de la R.D. Congo. Les acteurs politiques majeurs de l'opposition congolaise actuelle trouveraient sans aucun doute avantages à participer à la promotion de cette dynamique visant le changement de la classe politique. C'est le cas de l'ancien président Joseph Kabila, de Mr. Moïse Katumbi et Mr Martin Fayulu.

1. L'ancien Président Joseph Kabila

L'ancien Président Joseph Kabila devrait être la personne la plus déçue de la classe politique congolaise. Pendant son règne, il n'a cessé de dénoncer ses difficultés à trouver des hommes politiques de qualité avec qui travailler, déclarant même rechercher seulement quinze de ceux-ci. Après son départ du pouvoir, la majorité des politiciens qui lui juraient leur fidélité à tue-tête l'ont quitté sous l'attraction des espèces sonnantes et trébuchantes pour aller reproduire avec son successeur les mêmes mœurs et pratiques de gouvernance qui ont fait que son régime soit honni par le peuple congolais.

A l'approche des prochaines élections, le dilemme de Joseph Kabila pour trouver des acteurs avec qui s'entourer dans la classe politique actuelle devrait être énorme. Par exemple, trouver les candidats dans cette classe politique à aligner pour les prochaines élections législatives nationales et provinciales ne peut qu'être un casse-tête insoluble pour lui.

2. Mr. Moïse Katumbi

A l'instar de Joseph Kabila, Moïse Katumbi fait face au même dilemme après son reniement par la majorité de ses lieutenants qu'il a envoyés rejoindre la majorité parlementaire actuelle et la coalition gouvernementale subséquente. Car, malgré la

présence de son parti dans cette coalition, Moïse Katumbi est demeuré très critique en dénonçant dans le même sens que la population les déviations du régime. Soumis à la politique du ventre, la plupart de ses délégués ont préféré affirmer leur allégeance au maître du moment et fragiliser leur chef de parti, rendant insignifiant toute tentative de sa part de se retirer de la coalition sachant que le mot d'ordre ne sera guère suivi.

Y-a-t-il encore dans la classe politique actuelle des individus dignes de confiance en nombre suffisant que le parti de Moïse Katumbi pourrait aligner sans risque aux prochaines élections législatives nationales et provinciales ?

3. Mr. Martin Fayulu

Martin Fayulu est jusqu'à ces jours le politicien qui « n'a pas encore eu l'occasion » de tremper ses mains dans la mégestion de la chose publique en R.D. Congo. Par ailleurs, il est très actif comme opposant à la classe politique dirigeante actuelle et celle précédente. Martin Fayulu n'est pas non plus à l'abri du casse-tête pour trouver des politiciens dignes de confiance dans la classe politique dont il fait lui-même partie, pour notamment les aligner aux prochaines élections législatives nationales et provinciales.

De tout ce qui précède, le peuple congolais se réjouirait de voir ces personnalités majeures de la scène politique s'engager activement à promouvoir l'idéal du changement de la classe politique afin de lui redonner l'espoir d'une gouvernance étatique renouvelée avec des standards démocratiques, d'efficacité et d'efficience très élevés. L'implication de ces trois grands acteurs dans l'effort du changement de la classe politique aux prochaines élections entrainera dans la danse d'autres acteurs politiques, qu'ils soient dans l'opposition ou dans le giron du pouvoir actuel. Cela contribuera en outre à l'émergence d'un mouvement social autour de cet idéal avec l'implication des bases de différentes organisations politiques impliquées et de la société civile.

C. L'OBLIGATION HISTORIQUE DES GRANDES PERSONNALITÉS MORALES DU PAYS DE S'IMPLIQUER

C'est lorsque la société traverse des crises importantes que se révèle l'utilité de grandes personnalités morales qui en sont membres.

En République Démocratique du Congo, le Cardinal et les Évêques de l'Église Catholique, les Évêques de l'Église Protestante du Congo et le Prix Nobel de la Paix

Dr. Denis Mukwege sont les rares personnalités religieuses ou civiles qui peuvent jouer le rôle de personnalités morales dans le pays. Ces personnalités ont pour la plupart fait à plusieurs reprises, d'une manière ou d'une autre, le constat du péril majeur que court l'État congolais. Leur responsabilité historique, individuellement et collectivement, est engagée, car leur rôle ne peut guère se réduire à seulement faire ces constats. Ils ont l'obligation de s'impliquer pour créer les conditions permettant d'éviter ce péril. Or, si la classe politique actuelle se renouvelle aux prochaines élections, la R.D. Congo ne pourra que continuer à s'enfoncer dans l'abîme.

Tout d'abord, ces personnalités morales de la R.D. Congo constituant des références pour les masses populaires, leur engagement de diverses manières dans la dynamique du changement de la classe politique congolaise sera l'atout principal de l'émergence d'un mouvement social autour cet idéal à travers le pays.

Ensuite, l'engagement de ces personnalités morales pour promouvoir le changement de la classe politique est notamment requis pour favoriser la coordination et la coopération nécessaire entre les acteurs politiques actuels qui militent pour le changement politique, mais dont la compétition en cours réduit leur chance de succès. En 2018, ce sont surtout des organisations étrangères qui ont joué ce rôle en comblant l'absence totale d'initiatives venant des personnalités ou organisations congolaises. Cet état de chose devrait changer.

Enfin, pour les personnalités morales qui le peuvent, il n'est pas exclu que leur engagement pour le changement de la classe politique se réalise à travers un engagement personnel pour la conquête du pouvoir politique afin de remettre le pays sur les rails de la construction de la démocratie et de la bonne gouvernance, avant de le redonner aux politiciens dans un cadre assaini de compétition politique. C'est dans ce sens que s'inscrit l'appel de bien des congolais à la candidature du Prix Nobel de la Paix Dr. Denis Mukwege aux prochaines élections présidentielles.

D. DES PISTES POUR REUSSIR LE CHANGEMENT DE LA CLASSE POLITIQUE AUX PROCHAINES ELECTIONS

1. Un candidat commun aux élections présidentielles pour le compte des forces du changement

Vu la grande compétition entre les acteurs politiques de l'opposition actuelle, l'initiative de l'union autour d'un candidat commun pourrait utilement venir des personnalités

morales du pays, à titre individuel ou collectif. Il leur est suggéré de prendre langue notamment avec les trois principaux acteurs suivants dont les candidatures compétitives à la présidence de la République accroîtrait les risques d'échec de chacun d'eux : Joseph Kabila, Moise Katumbi et Martin Fayulu. Il sera question de leur présenter deux alternatives :

- Soutien des trois politiciens et leurs organisations politiques à la candidature de Dr. Denis Mukwege.
- Soutien des trois politiciens et leurs organisations politiques à une seule candidature parmi eux.

Bien entendu, les détails de cette union des forces devront être définis dans un accord de gouvernement entre les participants. Une coalition née de cette dynamique attirera d'autres politiciens et organisations politiques de moyenne envergure.

6 Une stratégie concertée des forces du changement pour conquérir les majorités dans les assemblées nationale et provinciales

La coalition des politiciens et organisations politiques autour d'un candidat commun pour les élections présidentielles pourraient également coordonner les stratégies au niveau des élections législatives nationale et provinciales pour sélectionner des candidats communs de qualité dans les différentes circonscriptions.

7 Travailler conjointement pour contrer les possibilités de manipulation des votes et des résultats visant à reconduire la classe politique actuelle au pouvoir.

Enfin, la surveillance des opérations de votes et la compilation parallèle des résultats devra bénéficier d'une stratégie concertée et d'une mobilisation importante des ressources communes entre les participants à la coalition pour le changement de la classe politique.

Fait à Kinshasa, le 15 Septembre 2022

Billy Mwangaza Katya

Directeur MCCP-Mouvement